



Centrale d'achats des CROUS

Cahier des clauses particulières-  
Marché national de fourniture de  
matériels destinés à l'entretien des  
locaux et d'équipements de  
protection individuelle.

Appel d'offres ouvert n° 2025010

## Table des matières

Article 1	Identification des parties contractantes .....	3
Article 1.1	Identification du pouvoir adjudicateur .....	3
Article 1.2	Identification de l'opérateur économique.....	4
Article 2	Objet et caractéristiques de l'accord-cadre .....	4
Article 2.1.	Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 2.2.	Nomenclature des prestations - Classification CPV.....	4
Article 2.3.	Généralités.....	5
Article 2.4.	Allotissement .....	5
Article 2.5.	Lieux d'exécution .....	5
Article 2.6.	Forme et modalités de financement de l'accord-cadre .....	6
Article 2.7.	Durée et date de début de l'accord-cadre .....	6
Article 2.8.	Montant de l'accord-cadre .....	6
Article 2.9.	Financement de l'accord-cadre.....	7
Article 2.10.	Modifications de l'accord-cadre .....	7
Article 3	Pièces contractuelles du marché public.....	7
Article 4	Obligations du titulaire.....	8
Article 4.1.	Obligation de résultat .....	8
Article 4.2.	Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service .....	9
Article 4.3.	Transport et distribution.....	9
Article 4.4.	Confidentialité.....	9
Article 4.5.	Assurance.....	10
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison.....	10
Article 5.1.	Bon de commande .....	10
Article 5.2.	Bon de livraison.....	11
Article 5.3.	Documents à fournir .....	11
Article 6	Description des prestations .....	11
Article 6.1.	Modalités de livraison .....	11
Article 6.2.	Matériels mis à disposition .....	12
Article 6.3.	Garanties.....	12
Article 7	Spécificités techniques.....	12
Article 7.1.	Normes et spécifications techniques à respecter .....	13
Article 7.2.	Emballages et conditionnements.....	14
Article 7.3.	Étiquetage.....	15
Article 7.4.	Engagement sur les marques et produits .....	15
Article 7.5.	Evolutions et mises en conformité.....	16

Article 7.6.	Fiche technique.....	16
Article 8	Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales.....	17
Article 8.1.	Suivi de l'accord-cadre .....	17
Article 8.2.	Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent.....	18
Article 8.3.	Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats .....	18
Article 8.4.	Encadrement des relations commerciales .....	19
Article 8.5.	Portée des clauses du présent CCP .....	19
Article 9	Prix de l'accord-cadre .....	20
Article 9.1.	Référence et consistance des prix.....	20
Article 9.2.	Forme des prix .....	20
Article 9.3.	Clause de remise sur les prix publics.....	22
Article 9.4.	Promotions et nouveaux produits.....	22
Article 9.5.	La particularité de la théorie des circonstances imprévues .....	23
Article 9.6.	Clause de sauvegarde .....	23
Article 9.7.	Clause butoir .....	24
Article 9.8.	Date de formation des prix et facturation.....	24
Article 10	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires.....	25
Article 10.1.	Facturation électronique obligatoire .....	25
Article 10.2.	Délais de règlement.....	26
Article 10.3.	Intérêts moratoires.....	26
Article 10.4.	Défaut de paiement.....	27
Article 10.5.	Avances.....	28
Article 10.6.	Acomptes.....	28
Article 10.7.	Cession ou nantissement de créance .....	28
Article 11	Les pénalités, ajournement et rejet .....	29
Article 12	Principes et motifs de résiliation .....	29
Article 12.1.	Motifs de résiliation .....	29
Article 12.2.	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....	29
Article 12.3.	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	30
Article 13	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige .....	30
Article 14	Dérogations au CCAG-FCS .....	31

## Article 1 Identification des parties contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre les parties définies ci-après.

### Article 1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETTELLE, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achat chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Les acheteurs bénéficiaires (ci-après « adhérents ») du présent accord-cadre sont :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon,
- ❖ Le Crous Amiens Picardie,
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine,
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté,
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne,
- ❖ Le Crous Créteil,
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes,
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais,
- ❖ Le Crous Limoges,
- ❖ Le Crous Lyon,
- ❖ Le Crous Lorraine,
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie,
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire,
- ❖ Le Crous Nice-Toulon,
- ❖ Le Crous Normandie,
- ❖ Le Crous Orléans-Tours,
- ❖ Le Crous Paris,
- ❖ Le Crous Poitiers,
- ❖ Le Crous Reims,
- ❖ Le Crous Rennes Bretagne,
- ❖ Le Crous Strasbourg,

- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie,
- ❖ Le Crous Versailles,
- ❖ HEC,
- ❖ ESCP BUSINESS SCHOOL,
- ❖ CESFO,
- ❖ CCIP,
- ❖ INSPE.

En sa qualité de Centrale d'achats, d'autres établissements pourront adhérer en cours de marché et bénéficier de ses conditions.

## Article 1.2 Identification de l'opérateur économique

L'opérateur économique attributaire est ci-après désigné par le « titulaire ».

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- ❖ A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- ❖ A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ Au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- ❖ A la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches ;
- ❖ D'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs ;
- ❖ Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet soit d'un certificat ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur soit d'un avenant signé par les deux parties.

## Article 2 Objet et caractéristiques de l'accord-cadre

### Article 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de fournir à l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats des matériels destinés à l'entretien des locaux et d'équipements de protection individuelle.

### Article 2.2. Nomenclature des prestations - Classification CPV

La classification CPV de l'accord-cadre est la suivante :

30237420-9	Manches à balai
18141000-9	Gants de travail.

18424000-7	Gants.
18143000	Équipements de protection.

### Article 2.3. Généralités

L'accord-cadre de fourniture intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- ❖ Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires et aux différents points de livraison.

Les produits et articles concernées par le présent accord-cadre sont indiquées au bordereau de prix unitaires (B.P.U.).

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles indiqués dans le(s) B.P.U.

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de sa réponse technique.

Les prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent C.C.P.

### Article 2.4. Allotissement

Par dérogation aux dispositions des articles L.2113-10, R.2113-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché est conclu sans allotissement.

Cette décision est justifiée par la nature des prestations attendues, qui présentent un caractère homogène et nécessitent une coordination technique et opérationnelle forte, ne permettant pas une séparation en lots distincts sans nuire à l'efficacité de l'exécution du marché.

En effet, un allotissement pourrait compromettre la cohérence, la qualité ou la continuité du service attendu, et entraîner des surcoûts de gestion administrative et de coordination.

### Article 2.5. Lieux d'exécution

La liste des sites de résidence et de restauration figure à l'annexe n°1 du C.C.P.

Les adhérents communiqueront aux titulaires tout nouveau point de livraison durant l'exécution du présent marché.

## Article 2.6.      Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

## Article 2.7.      Durée et date de début de l'accord-cadre

Le marché est passé pour une période de 24 mois, à compter du 6 janvier 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il pourra être reconduit de manière tacite deux fois pour des périodes de 12 mois sans que la durée d'exécution de l'accord-cadre ne dépasse 48 mois, reconductions comprises.

Un bon de commande pourra s'exécuter dans un délai de 4 mois après la date de fin de l'accord cadre.

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent-être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

La Centrale d'achats se réserve le droit de reconduire ou de ne pas reconduire le marché. Le marché pourra être dénoncé expressément par le pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois avant la date anniversaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

## Article 2.8.      Montant de l'accord-cadre

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum. Le montant maximum annuel de l'accord-cadre est de 6 000 000 € HT.

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est de :

Montant estimatif annuel	Part catalogue
2 000 000 euros HT	7%

## Article 2.9. Financement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents de la Centrale d'achats.

## Article 2.10. Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

### Modifications en cours d'exécution

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

### Pouvoir de modification unilatérale

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

## Article 3 Pièces contractuelles du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ L'acte d'engagement ATTRI1, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
  - L'annexe 1 : Les bordereaux de prix unitaires (B.P.U) ;
  - L'annexe 1 bis : Annexe financière (notation catalogue) ;
  - L'annexe 2 : Le Cadre de réponse technique (C.R.T.) ;
  - L'annexe 3 : Fiche synthétique ;



- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - L'annexe n°1 : « liste des sites résidences et restauration » ;
  - L'annexe n°2 : « pénalités » ;
  - L'annexe n°3 : « agents comptables » ;
  - L'annexe n°4 : « manuel utilisation BNA fournisseurs » ;
  - L'annexe n°5 : « charte graphique » ;
- ❖ Les fiches techniques des produits BPU - en format PDF – datant de moins d'un an conformément au CRT. S'il existe une fiche technique industrielle, la joindre en plus de celle du distributeur.
- ❖ Copies intégrales des certifications et labels.
- ❖ Le catalogue en format Excel, avec le prix des tarifs généraux et tarifs remisés avec le pourcentage de remise indiqué ;
- ❖ Les bons de commande ;

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

## Article 4 Obligations du titulaire

### Article 4.1. Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- ❖ A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la commande en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- ❖ A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;
- ❖ A proposer en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU.

## Article 4.2. Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assumer, sous leur responsabilité exclusive, dans leurs locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de leur personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui leur est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A respecter les délais de déploiements présentés dans l'offre ;
- ❖ A faire en sorte que leurs interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par n'importe quel adhérent de la Centrale d'achats.

## Article 4.3. Transport et distribution

Le titulaire est tenu de livrer sur l'ensemble des sites de livraison du présent accord-cadre, dans le respect des plages horaires définies avec chaque adhérent. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné.

## Article 4.4. Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats que l'exécution du présent accord-cadre les amènerait à connaître.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts des adhérents de la Centrale d'achats et engagerait leur responsabilité.

## Article 4.5. Assurance

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Centrale d'achats, des adhérents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du n'importe quel adhérent dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la Centrale d'achats, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité des titulaires s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège la Centrale d'achats contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

## Article 5 Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison

### Article 5.1. Bon de commande

Par principe, et sauf dérogation expresse d'un des adhérents, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence de l'accord-cadre ;
- ❖ Le lot concerné ;
- ❖ L'adhérent concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande. Aucune quantité minimale de commande ne saurait être imposée.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., le titulaire bénéficie d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'il estime nécessaires.

## Article 5.2. Bon de livraison

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le titulaire au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;
- ❖ La nature des fournitures livrées ;
- ❖ Les quantités des fournitures livrées.

Le double du bon de livraison, signé par le réceptionnaire, vaudra procès-verbal de réception.

## Article 5.3. Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

Documentation technique : le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

# Article 6 Description des prestations

## Article 6.1. Modalités de livraison

Les différents points de livraison sont indiqués au sein de l'annexe n° 1 du présent C.C.P

Le titulaire est réputé connaître la diversité des structures des adhérents de la Centrale d'achats.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est tenu de livrer les articles aux heures décidées par chaque responsable de site.

Le titulaire est tenu de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. Le titulaire supporte seul les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

## Article 6.2. Matériels mis à disposition

Le titulaire est tenu de fournir, d'installer assurer les réglages et la maintenance de l'ensemble des distributeurs des produits dont l'utilisation le nécessite.

A titre d'information, les matériels aujourd'hui installés dans les Crous sont définis dans le BPU.

Le délai de déploiement de ces dispositifs, c'est-à-dire les opérations d'installations des distributeurs pour l'ensemble de la liste des lieux d'exécution prévus au marché est estimé à un délai maximum de 4 mois à compter du début du marché.

Par dérogation à l'article 10.1.4 du C.C.A.G. F.C.S, la maintenance des matériels pouvant être mis à disposition ne donne pas lieu à facturation.

Pour chaque intervention de maintenance, les rapports d'intervention doivent détailler le type de maintenance ou la réparation réalisée. Les rapports sont communiqués au site d'exécution de l'opération.

Tous les éléments nécessaires à l'installation des doseurs sont également à la charge du titulaire. Ces éléments incluent, notamment :

- ❖ Le câblage ;
- ❖ La tuyauterie ;
- ❖ Les bouchons et doseurs de dilution ;
- ❖ Les éléments de fixation ;
- ❖ Les déplacements et la main d'œuvre...

Le titulaire est tenu de fournir, à la Centrale d'achats, la liste détaillée des matériels et accessoires installés. Toute modification fait l'objet d'une information à la Centrale d'achats et est accompagnée de la fourniture d'un descriptif complémentaire ou correctif.

La désinstallation des matériels et équipements est encadrée dans les mêmes conditions que leur installation. Au terme de l'accord cadre, ou en cas de résiliation anticipée, les matériels sont restitués au titulaire concerné.

## Article 6.3. Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

En cas de vices cachés, l'acheteur peut décider d'appliquer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des vices cachés constatés ou d'exiger le remplacement de la prestation ou encore de prononcer la résolution du bon de commande.

## Article 7 Spécificités techniques

## Article 7.1. Normes et spécifications techniques à respecter

Le titulaire du marché est responsable de la conformité réglementaire de l'ensemble des fournitures livrées, qu'il s'agisse d'équipements de ménage ou d'équipements de protection individuelle (EPI).

Ces fournitures doivent être conformes à la réglementation européenne et nationale en vigueur, notamment les règlements REACH, CLP, Biocides, ainsi que le règlement (UE) 2016/425 relatif aux équipements de protection individuelle.

Toute évolution réglementaire intervenue au cours de l'exécution du marché devra être immédiatement intégrée par le titulaire, sans incidence sur les prix.

Les équipements de ménage concernés par le présent marché, tels que les chariots, balais, seaux, franges, lavettes, raclettes ou autres outils d'entretien, devront être adaptés à un usage professionnel intensif. Ils doivent faire preuve de robustesse, être facilement nettoyables ou désinfectables, et garantir une durabilité conforme aux exigences d'une utilisation quotidienne.

Les textiles de nettoyage, tels que les lavettes, franges ou microfibres, devront être lavables en machine à une température minimale de 60 °C ou selon les préconisations du fabricant. Le titulaire devra indiquer clairement le nombre de lavages garantis et la température maximale recommandée.

Concernant les consommables d'essuyage et d'hygiène (essuie-mains, papiers toilette, bobines, etc.), ils devront être composés de fibres recyclées ou issues de forêts gérées durablement, attestées par une certification de type FSC, PEFC ou équivalent. Dans la mesure du possible, ils devront être écolabellisés (Écolabel européen, Nordic Swan ou équivalent). Les dimensions et formats devront être compatibles avec les distributeurs déjà en place, sauf mention spécifique dans le BPU.

Les articles seront dits compostables industriellement (OK compost) seront conformes à la norme NF EN 13432 :2000. EN 13432 (compostage industrielle).

Les articles dits compostables dans des conditions domestiques seront conformes à la norme NF T51-800 (compostage domestique).

Les sacs plastiques destinés à la collecte des déchets ménagers seront conformes à la norme NF EN 13592.

L'ensemble de ces conditions est défini dans deux normes : la norme européenne pour le compostage industriel des emballages et pour le compostage domestique des matières plastiques.

Les équipements de protection individuelle devront impérativement être conformes au règlement (UE) 2016/425. Ils devront porter un marquage CE visible, lisible et indélébile pendant toute la durée de vie prévisible de l'EPI.

Les articles de protection individuelle seront conformes à la recommandation R493 reconnue par le Comité Technique National des services, commerces et industries de l'alimentation, et l'INRS, pour éviter les accidents du travail et de maladies professionnelles dans le secteur de la restauration.

- ❖ Les gants de protection proposés devront être conformes à la norme EN ISO 21420, qui définit les exigences générales applicables. Selon leur usage, d'autres normes s'appliqueront.
- ❖ Les gants de protection contre les risques mécaniques devront répondre à la norme EN 388 ; ceux destinés à la protection contre la chaleur ou le feu à la norme EN 407 ; les gants destinés à la protection contre les risques chimiques devront satisfaire à la norme EN ISO 374-1 ; enfin, les gants de protection contre le froid devront être conformes à la norme EN 511.
- ❖ Les gants jetables destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires devront être conformes au règlement (CE) n°1935/2004 relatif aux matériaux au contact des aliments, ainsi qu'au règlement (CE) n°2023/2006 sur les bonnes pratiques de fabrication.
- ❖ Les protections respiratoires devront également répondre à des normes spécifiques. Les masques chirurgicaux devront être conformes à la norme EN 14683.
- ❖ Les masques FFP (filtrants contre les particules) devront être conformes à la norme EN 149 + A1, dans sa version la plus récente.
- ❖ Les masques dits « grand public » devront garantir une efficacité de filtration supérieure à 90 %. Ils devront comporter obligatoirement le logo « filtration > 90 % », l'indication du nombre de lavages garantis (inférieur ou égal à 50), ainsi que la performance de filtration indiquée sur l'emballage et la notice.

Enfin, les protections auditives, lorsqu'elles sont requises, devront être conformes à la norme EN 352-2 pour les bouchons anti-bruit.

Tous les EPI proposés devront être compatibles avec les environnements HACCP lorsque cela est nécessaire, notamment pour les activités en cuisine.

Le titulaire devra être en mesure de fournir, sur demande ou lors de la livraison, l'ensemble des documents techniques afférents : fiches techniques, certificats de conformité, notices d'utilisation, préconisations d'entretien, ainsi que tout justificatif de certification environnementale ou de marquage réglementaire requis.

## Article 7.2. Emballages et conditionnements

Les emballages et conditionnements des fournitures devront être conformes à la réglementation française et européenne en vigueur, notamment aux dispositions de la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages, telle que modifiée par la directive (UE) 2018/852 du 30 mai 2018, ainsi qu'aux obligations découlant du règlement (CE) n° 1935/2004 pour les matériaux destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires, lorsque cela est applicable.

Le titulaire devra veiller à l'utilisation d'emballages recyclables, recyclés ou réutilisables, en cohérence avec les principes d'économie circulaire et de réduction des déchets à la source, conformément à la loi AGEC (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire) n° 2020-105 du 10 février 2020 et à la stratégie européenne en matière de plastique.

Dans un souci de responsabilité environnementale, les matériaux d'emballage devront être optimisés pour limiter les volumes et poids inutiles. Le suremballage devra être évité, sauf nécessité technique ou sanitaire justifiée. L'utilisation de matières plastiques non recyclables ou non recyclées devra être

proscrite autant que possible, et remplacée par des alternatives éco-conçues, valorisables dans les filières de tri existantes.

### Article 7.3. Étiquetage

Les produits fournis dans le cadre du présent marché devront comporter un étiquetage conforme à l'ensemble de la réglementation française et européenne en vigueur.

Le titulaire s'engage également à se conformer aux obligations d'étiquetage environnemental lorsqu'elles sont applicables, conformément à l'article L541-9-1 du Code de l'environnement. À ce titre, les produits devront intégrer les dispositifs d'information requis sur la recyclabilité de leurs emballages, tels que le pictogramme Triman et les consignes de tri, dans les formes prévues par la réglementation en vigueur.

Les équipements de protection individuelle (EPI) fournis devront impérativement être accompagnés de leur déclaration de conformité à la réglementation européenne, conformément au règlement (UE) 2016/425 relatif aux EPI. Cette déclaration devra attester que les équipements sont conformes aux exigences essentielles de santé et de sécurité applicables et avoir été établie par le fabricant ou son mandataire dans l'Union européenne. Chaque EPI devra également comporter un marquage CE visible, lisible et indélébile, et être accompagné, lorsque requis, d'une notice d'instruction en langue française précisant les conditions d'utilisation, de stockage, de nettoyage et de durée de vie du produit.

### Article 7.4. Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, la Centrale d'achats et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- ❖ Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation de la Centrale d'achats après envoi de fiches techniques et d'échantillons.
- ❖ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :
  - Soit un article équivalent de même nature prévu au BPU et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;
  - Soit un article équivalent, de marque différente et non prévu au BPU mais repris du catalogue, possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible pour le client.

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation à la Centrale d'achats à l'adresse : [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr)



A défaut d'accord avec le titulaire, chaque adhérent de la Centrale d'achats peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 12.2 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

## Article 7.5. Evolutions et mises en conformité

Dans le cadre de l'amélioration des pratiques, le titulaire s'engage, sans contrepartie financière, à faire bénéficier aux adhérents :

- ❖ Toute évolution technique dont il serait détenteur et qui améliore l'utilisation ou la sécurité des produits ;
- ❖ Toute mise en conformité technique résultant d'une évolution ou d'une modification législative ou réglementaire pour l'ensemble des produits.

## Article 7.6. Fiche technique

Les FT devront *a minima* indiquer :

- ❖ Le numéro d'article du produit, tel qu'indiqué en colonne A du BPU ;
- ❖ La description du produit ;
- ❖ Les conditionnements ;
- ❖ La composition du produit (description des matériaux utilisés) ;
- ❖ Les caractéristiques technologiques et physiques des produits (dimensions, couleurs, etc.) ;
- ❖ Les conditions particulières d'utilisation (bonnes pratiques d'emploi, limites d'utilisation...) ;
- ❖ Les instructions de stockage, d'emploi, de nettoyage, d'entretien ou de désinfection, le cas échéant ;
- ❖ Les normes applicables, si pertinentes ;
- ❖ Les labels et certifications du produit, s'ils existent ;
- ❖ Les coordonnées du fabricant, du distributeur ou de l'exportateur ;
- ❖ Pour les produits indiqués au BPU comme étant « pour contact alimentaire », le cadre réglementaire de référence devra être précisé.

Pour les équipements de protection individuelle (EPI), les fiches techniques devront également indiquer :

- ❖ Le nom et l'adresse du fabricant ou de son mandataire ;
- ❖ Les performances du produit et la classe de protection ;
- ❖ Le risque couvert par l'EPI et ses limites d'utilisation ;
- ❖ La signification du marquage relatif à la santé et à la sécurité, notamment s'il résulte d'une norme harmonisée ;
- ❖ Le délai de péremption ou, à défaut, les éléments permettant à l'utilisateur de déterminer un délai de péremption praticable ;
- ❖ La référence au règlement (UE) n° 2016/425 relatif aux EPI ;
- ❖ Le nom et le numéro d'identification de chaque organisme notifié ayant participé à l'évaluation de la conformité de l'EPI ;

- ❖ Les références des normes harmonisées utilisées ou autres spécifications techniques servant à la conception et à la fabrication du produit ;
- ❖ L'adresse du site internet sur lequel la déclaration UE de conformité peut être aisément consultée, sauf si cette déclaration est fournie avec le produit, auquel cas les références au règlement (UE), aux organismes notifiés et aux normes ou spécifications peuvent être omises dans la notice.

Il est précisé que les fiches techniques doivent être renouvelées à chaque modification et à chaque date d'anniversaire du marché. Lors de leur transmission, elles doivent impérativement avoir été établies depuis moins d'un an.

## Article 8 Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales

### Article 8.1. Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer à chaque adhérent un référent afin d'assurer le suivi des prestations courantes du présent accord-cadre.

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr) au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avvertir la Centrale d'achats ainsi que l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements mineurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités au niveau de chaque unité de gestion et de l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements majeurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par la Centrale d'achats.

Il est entendu par dysfonctionnement majeur les changements unilatéraux de prix et toute récurrence de dysfonctionnements mineurs.

## Article 8.2. Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent

Chaque adhérent se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Chaque adhérent de la Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Les adhérents de la Centrale d'achats suivent, pour la part qui les concerne, l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veillent au respect de la part catalogue.

## Article 8.3. Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter à la Centrale d'achats, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant : La consommation globale et détaillée par adhérent (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel © ou équivalent suivant :

Adhérent	Site livré	Marché et lot	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des analyses bactériologiques sur les produits du présent accord-cadre.

La Centrale d'achats vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : [centrale@cnous.fr](mailto:centrale@cnous.fr) sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés à la Centrale d'achats dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

#### Article 8.4. Encadrement des relations commerciales

La Centrale d'achats dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : [centrale@cnous.fr](mailto:centrale@cnous.fr)

#### Article 8.5. Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent accord-cadre concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution desdites clauses.

## Article 9 Prix de l'accord-cadre

### Article 9.1. Référence et consistance des prix

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans les B.P.U.

Toute demande ne figurant pas sur les BPU fera l'objet d'un devis avec accord pour validation de la Centrale d'achats.

Le nombre de références dans le BPU peut être modifié à la marge, dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente des adhérents ou à une évolution des pratiques.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement (RP), au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

#### Article 9.1.2 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

### Article 9.2. Forme des prix

En application de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix du BPU sont révisables semestriellement, à date d'anniversaire du marché et devront être remis à la centrale 1 mois avant leur date d'application.

La formule de révision des prix comporte une partie fixe et une partie variable.

La formule de révision des prix est soumise à un coefficient de stabilisation, appelé CS et égal à 0.30 (stockage et pertes 12% + valeur ajoutée 14% + emballage 4%).

La formule de révision des prix est la suivante :

$$PR = PO \times [CS + (0.7 \times CV)]$$

Dans cette formule :

PR est le prix HT au jour de la révision,

- PO correspond au prix HT initial de l'offre du candidat,
- CS est le coefficient de stabilisation de 0.30 (30%),

- CV est le coefficient de variation qui résulte du rapport suivant :  $IR/I0$  ou  $CR/C0$  avec IR ou CR dernier indice ou cotation connus au moment de la révision et indice I0 ou la cotation C0 correspondant à la valeur de l'indice ou de la cotation connue au moment de la remise des offres.

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de P0, I0, C0 par celles de la dernière révision en date.

Les indices sont présents sur le BPU pour chaque ligne produit.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties aux présents marchés conviendront d'une autre cotation ou indice à appliquer.

Les prix catalogue devront être renseignés remise inclus.

La révision du catalogue sera annuelle à date anniversaire et à faire parvenir à la Centrale sous format Excel un mois avant leur date d'application. Les prix catalogue s'entendent donc fermes pour une année.

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG FCS, tous les prix du présent accord-cadre sont révisables en cas de rupture d'approvisionnement d'une matière rentrant dans la composition du produit ou pour toute imprévision.

Les produits concernés peuvent être substitués à d'autres articles, en priorité du B.P.U., dont le prix est négocié avec la Centrale d'achats.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier la rupture d'approvisionnement, la volatilité des cours ou l'impossibilité de maintenir aux conditions tarifaires la fourniture de produits.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties au présent accord-cadre conviendront d'une autre cotation ou d'un autre indice à appliquer. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Si les révisions semestrielles ne sont pas faites pour causes de retard ou de stabilité du marché, il conviendra pour la prochaine révision de prendre les derniers indices connus au moment de la révision semestrielle, qu'elle soit faite ou non.

La demande de révision émane du titulaire de l'accord-cadre. Elle doit parvenir au pouvoir adjudicateur par courriel à [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr) un mois avant la date anniversaire du marché. La demande de révision est accompagnée du justificatif de demande de révision de prix et faisant apparaître les prix initiaux et les prix révisés demandés.

En l'absence de révision de prix effectuée par le titulaire dans les délais requis, les prix initiaux ou éventuellement déjà révisés de l'accord-cadre (derniers prix en vigueur) sont maintenus jusqu'à la prochaine date anniversaire de notification du marché (prochaine révision). Aucun recours ne sera possible.

### Article 9.3. Clause de remise sur les prix publics

Un seuil de commande et un taux de remise sur les prix publics sont précisés ci-après pour chaque lot de l'accord-cadre.

Le seuil de commande annuel s'apprécie au regard du chiffre d'affaires global de l'ensemble des adhérents, part catalogue comprise.

Seuil de commande annuel en € HT	Taux de remise
De 0 € à 499 999 €	0 %
De 500 000 € à 999 999 €	3 %
De 1 000 000 € à 1 499 999 €	3,5 %
A partir de 1 500 000 €	4 %

La remise sur les prix publics s'applique à tous les adhérents, indépendamment du chiffre d'affaires généré par chacun.

La remise sur les prix publics fait l'objet d'un bon de remise globalisé transmis à la Centrale d'achats à chaque date anniversaire. Cette dernière centralise la collecte des remises pour le compte de l'ensemble de ses adhérents.

Pour le calcul de la dernière remise sur les prix publics du marché, les seuils sont proratisés au regard de la durée de la dernière période couverte.

La remise sur les prix publics est assujettie à la T.V.A.

### Article 9.4. Promotions et nouveaux produits

Si au cours de la période d'exécution du marché, des articles appartenant au marché faisaient l'objet d'une vente promotionnelle, à des prix inférieurs au marché, le fournisseur s'engage à en faire bénéficier à la Centrale d'achats ainsi que ses adhérents sans que cela ne donne lieu à une facturation spéciale.

L'offre promotionnelle peut entraîner pour lesdits produits des changements ponctuels de références. Ces dernières sont alors de facto intégrées au marché.

Lorsque le titulaire établit un catalogue « Promotions », il le transmet à la Centrale d'achats.

Les commandes qui en découleront seront automatiquement intégrées au niveau de la facturation dans les produits non listés dits « produits catalogue ».

## Article 9.5. La particularité de la théorie des circonstances imprévues

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la révision des prix pourra être envisagée en cas de circonstances imprévues affectant l'exécution du présent marché. L'imprévision pourra être invoquée lorsque l'exécution du contrat devient plus difficile ou onéreuse en raison d'événements exceptionnels et imprévisibles qui n'étaient pas prévus au moment de la conclusion du marché. Ces circonstances imprévues doivent être objectives, c'est-à-dire totalement indépendantes de la volonté des parties et ne pouvant être anticipées par une diligence raisonnable.

En particulier, la révision des prix pourra intervenir en cas de variation significative et imprévisible des coûts des matières premières, des énergies ou en cas de changements législatifs ou réglementaires non anticipés. Ces événements doivent entraîner un bouleversement substantiel de l'équilibre financier du marché, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix. L'article 24 du CCAG-FCS précise que lorsque l'exécution du marché devient plus coûteuse en raison de telles circonstances imprévues, une révision des prix peut être envisagée.

Il est entendu que toute demande de révision des prix ou modification des conditions d'exécution en raison de l'imprévision devra être formalisée par écrit et accompagnée des justifications nécessaires, telles que la présentation de factures d'achats ou de tout document justifiant de l'imprévision invoquée. Cette demande devra être formulée sans délai, après que l'événement imprévu soit survenu et ait eu un impact direct sur l'exécution du marché.

L'imprévision ne pourra être invoquée que si l'événement en question ne pouvait en aucun cas être prévu lors de la signature du marché. En outre, toute demande de révision ou de modification doit être proportionnée à l'impact réel de l'événement imprévu sur l'exécution du contrat. Le titulaire du marché devra apporter la preuve que l'imprévision est avérée et que les conditions d'exécution du marché sont désormais modifiées de manière substantielle. Si l'imprévision n'est pas avérée ou si l'événement invoqué ne répond pas aux critères ci-dessus, la demande de révision des prix ou de modification des conditions d'exécution sera rejetée.

En cas d'accord sur la révision, un avenant formalisera la révision des prix ou toute autre adaptation nécessaire aux nouvelles conditions d'exécution du marché, afin de garantir l'équilibre financier et contractuel du marché initial.

## Article 9.6. Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial et à 2% de la clause butoir, sauf cas exceptionnels de type imprévision, la Centrale se réserve le droit de :

- ❖ Réduire les prestations initialement prévues, et poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie, une telle hausse, par tout moyen ;
- ❖ Résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.



La Centrale d'achats dispose d'un délai 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. Notification de la décision est faite au titulaire dans le délai précité.

#### Article 9.7. Clause butoir

La majoration du prix par l'effet de la révision ne peut pas être supérieure à 2% du prix de l'année précédente pour chaque article défini par sa référence article détaillée entrant dans le périmètre de l'accord cadre.

La Centrale d'achats dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. La décision d'acceptation ou de refus est notifiée au titulaire.

#### Article 9.8. Date de formation des prix et facturation

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché auquel ils se rattachent.

Les loyers à payer sont ceux applicables à la date de la commande. Les loyers sont mensuels.

Les livraisons peuvent toutefois intervenir au-delà de la date de fin de marché dans le respect des conditions fixées à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison. Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de facture ;
- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro du lot ;
- ❖ Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;
- ❖ Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ La date de commande ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Le produit livré ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C avec le détail des taxes ou droits réglementaires si concerné ;
- ❖ Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le titulaire est informé qu'il ne doit pas regrouper dans une même facture la facturation d'articles figurant au BPU et d'articles commandées au titre de la part catalogue du marché.

En cas de demande d'un adhérent, le titulaire doit être en mesure de proposer une facturation mensuelle. Une facturation à la décade peut aussi être demandée par l'adhérent.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

## Article 10 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

### Article 10.1. Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

-

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

## Article 10.2. Délais de règlement

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents pour des raisons structurelles liées à l'organisation de leurs services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

## Article 10.3. Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification à l'adhérent du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'adhérent à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### Article 10.4. Défaut de paiement

Conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière, notamment son titre IV.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

## Article 10.5. Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

## Article 10.6. Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

## Article 10.7. Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Cnous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Crous.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

## Article 11 Les pénalités, ajournement et rejet

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP.

Les pénalités sont prononcées par l'adhérent concerné ou la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

## Article 12 Principes et motifs de résiliation

### Article 12.1. Motifs de résiliation

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que la Centrale d'achats se réserve le droit d'appliquer, celle-ci peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

### Article 12.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que l'adhérent peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du

titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### Article 12.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général à tout moment par décision de résiliation.

## Article 13 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achats et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

**Tribunal Administratif de Cergy Pontoise**  
2-4 boulevard de l'Hautil  
95027 CERGY PONTOISE Cedex.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

## Article 14 Dérogations au CCAG-FCS

L'Article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'Article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'Article 9 du présent CCP déroge aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG-FCS

L'Article 11 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS